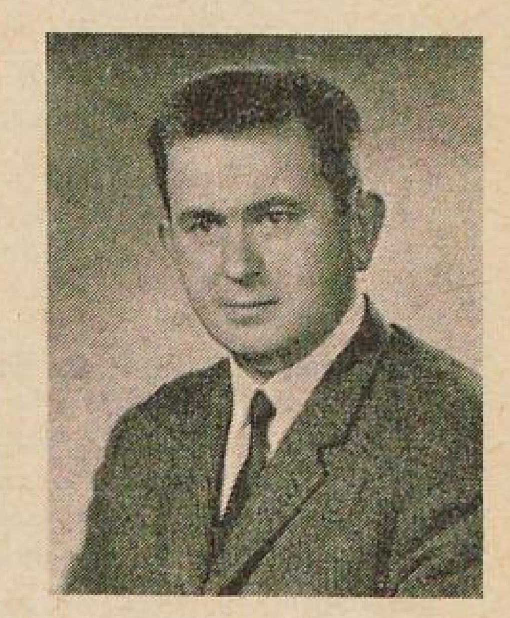
REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

4e CIRCONSCRIPTION - SARLAT

Elections Législatives du 5 Mars 1967





ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 mars prochain vous aurez à dire si vous voulez la continuation de la politique actuelle ou au contraire un changement profond et durable.

Tandis que les progrès des sciences et des techniques ont permis depuis une dizaine d'années une augmentation de 60 % de la production et de 50 % de la productivité, le bilan du Pouvoir est le suivant :

Si la situation est grave dans l'ensemble du pays, elle est dramatique en Dordogne et plus particulièrement dans la circonscription de SARLAT qui connaît le plus fort pourcentage de dépopulation.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE SE DEGRADE

C'est ainsi que :

— **Le pouvoir d'achat des travailleurs stagne ou régresse.**

Les salaires pratiqués en Dordogne sont parmi les plus bas de France (au 84e rang des départements français). La rémunération des travailleurs des services et de la fonction publique n'a pas suivi la hausse du coût de la vie.

Alors que les hommes du pouvoir ne cessent de parler d'expansion, d'implantation d'industries nouvelles, nous constatons:

— **fermetures d'usines;**
— **réductions d'horaires ou d'effectifs;**
— **menaces sur l'emploi.**

Le nombre de demandes d'emploi non satisfaites s'accroît (plus de 1.000 en Dordogne). Les jeunes, souvent chômeurs avant d'avoir travaillé, privés de formation professionnelle, sont contraints à l'exode, notamment les jeunes paysans.

— **La situation des exploitants familiaux** déjà aggravée en 1958, par la suppression de l'indexation des prix agricoles et la réduction de la ristourne pour l'acquisition de matériel agricole ne cesse d'empirer. En Dordogne, le pouvoir a ruiné et éliminé plus de 10.000 exploitants agricoles. Les mesures discriminatoires prises par le pouvoir contre les exploitants familiaux se multiplient. Le nombre des planteurs de tabac a diminué de 6.147.

— **Les artisans et les commerçants** victimes de la concentration, ont une clientèle de plus en plus pauvre et supportent des charges fiscales (patente - B.I.C.) et sociales de plus en plus lourdes. Ils vont subir les conséquences de l'extension de la T.V.A.

— **Les personnes âgées :** 1 million et demi d'entre-elles n'ont qu'une allocation de 5,00 Fr. par jour; les retraites des autres sont insuffisantes, et l'âge auquel on l'accorde est trop élevé (en Dordogne 70 % des demandeurs d'emploi ont moins de 60 ans).

— **La Sécurité Sociale est menacée;** les loyers ont augmenté; le pouvoir d'achat des Allocations Familiales a diminué; l'allocation logement a été réduite ou supprimée pour un grand nombre.

— **Les anciens combattants et victimes de guerre,** les anciens prisonniers de guerre, les déportés du travail, les anciens combattants d'Algérie voient la satisfaction de leurs droits contestée, leurs revendications refusées.

— **Les équipements collectifs :** écoles, logements, stades, piscines, hôpitaux, hospices, protection maternelle et infantile, maisons de jeunes, centres culturels, etc..., ont un retard considérable en raison de l'insuffisance des crédits qui leur sont attribués tandis que le pouvoir engloutit des sommes fabuleuses dans la force de frappe ruineuse, inefficace et dangereuse.

L'essentiel de ce qui est réalisé, l'est grâce à :

— **l'effort des communes et du département,** auxquels on fait payer des dépenses incombant à l'Etat alors que l'on supprime ou réduit les subventions (équipements scolaires et sportifs, assainissement, etc...). Leurs possibilités d'emprunt sont réduites.

— L'U.N.R. revendique des réalisations qui sont dues aux élus locaux et départementaux. Ce qui a été fait ne **l'a pas été avec le pouvoir, mais malgré lui.**

— **La jeunesse est sacrifiée,** privée du niveau de connaissances en rapport avec le développement des sciences et des techniques. Le nombre et le taux des bourses sont insuffisants. La prolongation de la scolarité est ajournée.

Les jeunes qui sont en grand nombre livrés à la vie sans métier, sont en outre calomniés par les hommes du pouvoir.

QUI ACCAPARE LES RICHESSES CREEES PAR LE LABEUR DES FRANÇAIS ?

— Les grosses Sociétés capitalistes dont les profits ne cessent d'augmenter et qui bénéficient de subventions et d'énormes avantages fiscaux.

— Les dépenses militaires qui engloutissent le quart du budget et les commandes d'Etat qui enrichissent les privilégiés du régime (par exemple le député U.N.R. DASSAULT).

Contre cette politique, de grandes luttes ont eu lieu. Elles ont progressivement gagné en ampleur. Nous les avons toutes soutenues.

IL FAUT DONC CHANGER DE POLITIQUE. PEUT-ON LE FAIRE ? OUI

Nous voulons que les progrès scientifiques et techniques qui permettent de produire toujours plus se traduisent à la fois par l'expansion économique et le relèvement du niveau de vie de la population.

Pour cela il faut que les grandes féodalités financières et économiques cessent de dominer l'Etat et d'accaparer les richesses du pays à leur profit.

D'où les trois propositions fondamentales de notre programme :

1° **NATIONALISATION DES GRANDS MONOPOLES INDUSTRIELS ET BANCAIRES.**

— participation des syndicats à la gestion des entreprises nationales pour en assurer le contrôle.

2° **PLAN DEMOCRATIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.**

— assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays,
— garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous-développées.

3° **DEMOCRATISATION DE L'IMPOT.**

— en faisant payer les Sociétés capitalistes, en relevant à 500.000 A.F. l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu et en réduisant les taxes de vie chère.

CES GRANDES REFORMES ECONOMIQUES RENDRAIENT POSSIBLE LES MESURES SOCIALES ET CULTURELLES ci-dessous :

1° **Augmentation générale et progressive des salaires, traitements et retraites.**

— **Réduction du temps de travail** sans diminution de salaire et extension des libertés syndicales.

— **Amélioration de la condition féminine,** ce qui exige la garantie des droits des travailleuses et des mères, l'égalité des salaires pour un même travail, la création d'un vaste réseau d'œuvres sociales et le relèvement des prestations familiales.

2° **Juste rémunération du travail paysan** et développement de l'agriculture par la diminution des prix industriels, la défense des exploitations familiales, l'aide à la coopération, la parité des avantages sociaux pour les exploitants et les salariés agricoles.

3° **Pour les artisans et commerçants,** allègement des charges sociales et fiscales.

4° **Satisfaction des revendications de la jeunesse :** service militaire à 12 mois, droit de vote à 18 ans, « à travail égal - salaire égal », installations sportives et culturelles.

5° **Attribution du quart du budget à l'Education Nationale.**

— Réforme démocratique de l'enseignement, comportant notamment l'instruction générale jusqu'à 18 ans, la formation professionnelle de tous les jeunes, la formation de maîtres qualifiés, le développement de la recherche scientifique.

— Le strict respect de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

6° **Amélioration du régime des retraites,** dont l'âge doit être ramené à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes; pas d'allocation vieillesse en-dessous de 27.000 A.F. par mois; satisfaction des revendications des Anciens Combattants.

7° **Construction de 600.000 logements par an.** dont plus de la moitié en logements sociaux; limitation du prix des loyers.

UNE VERITABLE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL EST INCONCEVABLE SANS LA PAIX

Nous proposons notamment de :

— réduire massivement les crédits militaires et reconvertir à des fins pacifiques notre industrie atomique;
— agir pour mettre un terme à la sauvage agression américaine au Viet-Nam;
— établir la sécurité européenne par la dissolution des blocs militaires et le règlement pacifique du problème allemand;
— mettre en œuvre une politique de véritable indépendance nationale et de coopération avec tous les pays, multiplier les efforts en vue d'assurer la coexistence pacifique, le désarmement général et contrôlé.

UNE GRANDE POLITIQUE NATIONALE ET DE PAIX EXIGE UNE DEMOCRATIE AUTHENTIQUE

L'union claire et loyale des partis et forces démocratiques sur la base d'un programme commun est indispensable. En exprimant les aspirations du peuple et en s'appuyant sur lui les partis de gauche assureraient par l'application de ce programme, la stabilité et l'efficacité gouvernementale.

Nos efforts pour unir les républicains ont permis la présentation d'un candidat unique de la gauche aux Elections Présidentielles. Ils ont abouti à la signature d'un accord entre notre Parti et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Dans le domaine économique et social, sur le plan des institutions et de la politique extérieure, cet accord dégage de nombreux objectifs communs qui ouvrent pour la première fois depuis bien longtemps une perspective démocratique. Il favorisera le vaste et nécessaire rassemblement majoritaire de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Nous saluons cet accord. Nous comprenons que de nombreux républicains estiment que la candidature de M. Robert LACOSTE, présentée par la F.G.D.S., n'est pas de nature à permettre la condamnation la plus claire, la plus efficace du pouvoir gaulliste et du retour à un passé dont personne ne veut plus.

Condamnez le pouvoir, sa politique réactionnaire et anti-sociale, représentée par le Candidat officiel, M. JANOT, attaché au Cabinet de PISANI, qui, au Ministère de l'Agriculture, a aidé puissamment à la ruine des exploitants agricoles.

Condamnez M. ROUGE, du Centre réactionnaire de LECANUET, qui offre ses services au gaullisme au cas où son appoint serait nécessaire.

DES LE PREMIER TOUR, donnez à notre programme, à nos propositions unitaires, l'appui de vos suffrages.

Votez pour Roger RANOUX

PRONONCEZ-VOUS POUR UNE FRANCE DEMOCRATIQUE, PROSPERE, INDEPENDANTE ET PACIFIQUE.

Votez pour Roger RANOUX

Ancien député
Croix de Guerre
Chevalier de la Légion d'honneur
Lieutenant-Colonel F.F.I.
Membre du Comité Fédéral du P.C.F.

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS POUR L'UNION DES FORCES DE GAUCHE ET DEMOCRATIQUES.

DONT LE REMPLAÇANT EVENTUEL EST :

Louis DELMON

Professeur
Ancien Combattant en Algérie
Membre du Comité Fédéral du P.C.F.

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS